

Trump : Fast and Furious



Donald Trump. Photo : Europa Press.

Par : Atilio Borón

Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche et les signaux qu'il a envoyés dès son investiture (et qui se sont poursuivis tard dans la nuit lors de sa conférence de presse imprévue dans le bureau ovale) étaient teintés d'un mélange alarmant d'hubris et d'arrogance. Si quelqu'un doutait encore que les États-Unis soient le centre d'un empire, le spectacle offert par le magnat new-yorkais dissipe tous les doutes. Mais la radicalité de ses propositions et son verbiage expriment surtout le dur constat d'un déclin inexorable de l'impérialisme américain.

Ce n'est pas un sujet dont les médias hégémoniques et les partis de la ploutocratie au pouvoir ont l'habitude de parler, sauf dans les conseils secrets où les administrateurs impériaux ne peuvent pas se mentir. Ils savent que le grand échiquier mondial, pour reprendre l'image graphique de Zbigniew Brzezinski, a changé et que, l'illusion d'un unipolarisme éternel qui caractériserait tout le XXI^e siècle - « le siècle américain » - ayant disparu, il ne reste plus qu'à construire laborieusement une stratégie de réduction des dommages pour préserver une partie de l'hégémonie autrefois incontestée sur une scène internationale caractérisée par l'insurrection de nouveaux acteurs de l'économie et de la politique mondiales.

Le slogan même de la campagne de Trump depuis 2016, MAGA, révèle ce besoin des États-Unis de redevenir grands, aveu tacite que s'ils restent un acteur extrêmement important - notamment dans le domaine militaire - ils ne conservent plus la toute-puissance qu'ils ont eue. La Chine, premier partenaire commercial ou financier de près de 150 pays, est sans conteste la puissance qui rythme l'économie mondiale et l'atelier industriel mondial. La Russie renaît de ses cendres et les quelque 20 000 mesures coercitives unilatérales prises par Washington, notamment après le déclenchement de la guerre avec l'Ukraine, ont eu un effet paradoxal : son économie connaît la plus forte croissance en Europe, loin devant l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Plus important encore, Moscou a dit adieu à l'Europe en produisant, avec ses partenaires des BRICS, la Chine et l'Inde, une réorientation significative de l'économie mondiale. Les BRICS originaux, sans compter les nouveaux pays qui les ont récemment rejoints, dépassent déjà les pays du G7 en termes de taille de leurs économies, et les projections pour les cinq prochaines années sont encore plus encourageantes. Trump prévoit de les combattre avec des droits de douane et des droits de douane, mais cela ne fera qu'aggraver les pressions inflationnistes aux États-Unis.

Sur ce nouveau terrain, où Trump a proféré toutes sortes de menaces, la Maison Blanche devra également faire face au retard technologique de son pays, notamment par rapport à la formidable avancée de la Chine dans le vaste domaine de l'informatique, de la robotique et de ce que l'on appelle la « science informatique », un thème qui a été souligné dans le discours bien connu de Jimmy Carter à l'école du dimanche de la Plains Baptist Church, en Géorgie, en avril 2021. Il a déclaré que "durant les 242 années de leur existence, les États-Unis n'ont été en paix que pendant 16 ans. Depuis 1979, savez-vous combien de fois la Chine a été en guerre avec qui que ce soit ? Aucune". Et de conclure : « Nous avons gaspillé environ 3 000 milliards de dollars en dépenses militaires au lieu de les investir, comme l'a fait la Chine, dans les développements technologiques et scientifiques, et c'est pour cela qu'elle est passée en tête ».

L'obsession de la Chine a eu des répercussions évidentes sur l'Amérique latine et les Caraïbes. La menace de récupérer le canal de Panama pour les États-Unis parce que « nous l'avons donné au Panama et non à la Chine » révèle son ignorance de la réalité actuelle et des longues négociations qui ont abouti aux traités Torrijos-Carter, qui garantissent la neutralité de la voie d'eau mais aussi le contrôle panaméen du canal. La tentative de sanctionner les pays et les navires opérant dans le mégaport péruvien de Chancay, construit par les Chinois et exploité par une entreprise publique chinoise, Cosco Shipping, en association avec une entreprise péruvienne liée à l'exploitation minière, en est un autre exemple.

La projection commerciale de la Chine dans l'Arctique, ainsi que la projection militaire de la Russie, ont précipité une tentative d'achat du Groenland, qui s'est heurtée à une réponse indigne, quoique gémiflexive, de la part du gouvernement danois. Plus grave est l'insinuation selon laquelle les cartels mexicains seraient désignés comme des organisations terroristes, ce qui, en vertu de la législation américaine (en violation du droit international), suppose une juridiction extraterritoriale et pourrait conduire à une attaque armée sur le territoire mexicain. Ou encore la volonté d'expulser des millions d'immigrants sans papiers et de militariser la frontière sud, ce qui provoquerait une grave crise économique dans des

États comme la Californie et le Texas, pour n'en citer que deux, et une crise humanitaire de grande ampleur de part et d'autre du Rio Grande.

Le mot « invasion » utilisé pour décrire l'afflux d'immigrants, et sa description de ceux-ci comme « criminels, trafiquants de drogue et violeurs » révèlent le profil d'un personnage xénophobe et raciste, mais aussi misogyne, homophobe et profondément autoritaire. Il l'était déjà lors de son premier mandat, mais il bénéficiait alors d'un environnement qui modérait en partie ces pulsions agressives. Marco Rubio est un homme rongé par sa haine de Cuba et de sa révolution, tout comme Mauricio Claver-Carone. Son cabinet est dominé par des faucons, des bonimenteurs du complexe militaro-industriel, des escrocs de la finance et des partisans acharnés du sionisme. Ce n'est pas un hasard si, lors de la cérémonie à l'Arena One, il y avait une délégation de parents des otages israéliens détenus par le Hamas. En revanche, il n'y avait absolument personne représentant les plus de cinquante mille personnes tuées dans le génocide déclenché par le gouvernement israélien. Enfin, son entourage immédiat de conseillers et d'officiels compte treize milliardaires, à commencer par Elon Musk, un admirateur du parti néo-nazi allemand, qui hier encore saluait la foule d'un salut hitlérien. Il n'y a pas de précédent à une dégradation aussi importante dans l'histoire de la démocratie américaine.

Il est resté ostensiblement silencieux sur Cuba et le Venezuela, bien qu'il soit évident que l'une des premières décisions qu'il prendrait dès qu'il prêterait serment en tant que président serait de réintroduire la plus grande des Antilles sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme, une infamie innommable qui n'est compréhensible qu'en raison de l'aspiration bicentenaire des États-Unis à s'emparer de l'île de Cuba. En ce qui concerne le Venezuela, il a déclaré que les États-Unis n'avaient pas besoin du pétrole de ce pays d'Amérique du Sud, car eux, les Américains, en ont encore plus et vont l'extraire et l'exporter. Six États, dont la Californie et New York, interdisent la fracturation hydraulique.

Avec arrogance, il a déclaré qu'il ne s'inquiétait pas de l'Amérique latine car, commettant une grossière erreur, il a dit qu'« ils ont besoin de nous, mais nous n'avons pas besoin d'eux », et qu'il s'attendait donc à ce que leurs gouvernements acceptent sans poser de questions tout ce que Washington déciderait. Bref, il y avait bien d'autres sujets à analyser dans un discours grandiloquent, fondateur (« aujourd'hui, c'est le jour de la libération », a-t-il dit), guerrier, où il a fièrement annoncé que les États-Unis se retiraient de l'Accord de Paris sur le changement climatique et aussi de l'OMS. Il ne faut pas être devin pour prédire que dès qu'il devra passer des paroles aux actes, les obstacles qu'il rencontrera dans cette transition seront redoutables, à l'intérieur mais surtout à l'extérieur des États-Unis, car malgré la droite conservatrice et les esprits colonisés qui pullulent en Amérique latine, la structure du pouvoir mondial a changé et cette transition, déjà consommée, est irréversible.

Trump pourra continuer ses menaces et son négationnisme climatique alors qu'un terrible incendie détruit une partie de Los Angeles, ce qui devrait obliger Trump et ses barons techno-féodaux à réfléchir sérieusement au changement climatique. Mais ils ne le feront pas. Nous devons nous préparer à des temps très durs, et pas seulement en Amérique latine et dans les Caraïbes. (

Extrait du blog d'Atilio Borón)



Radio Habana Cuba